



## **RÉUNION DU RPCA :**

### ***SYNTHÈSE DES PRÉSENTATIONS ET DÉBATS***

Paris (OCDE), 5-6 avril 2007

**SAH/CR(2007)113**





# Sommaire

<b>ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES .....</b>	<b>4</b>
<b>I. INTRODUCTION .....</b>	<b>5</b>
<b>2. BILAN DE LA SITUATION ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE AU SAHEL ET EN AFRIQUE DE L'OUEST .....</b>	<b>6</b>
2.1 RÉSULTATS DÉFINITIFS DE LA CAMPAGNE AGRICOLE 2006-2007 .....	6
2.2 ÉVOLUTION DES PRIX SUR LES MARCHÉS ET PERSPECTIVES ALIMENTAIRES EN 2007.....	7
2.3 ZONES À RISQUE ET PLANS D'ACTION POUR L'ATTÉNUATION D'UNE ÉVENTUELLE CRISE ALIMENTAIRE .	7
<b>3. MISE EN OEUVRE DU BILAN ALIMENTAIRE ET DU CADRE HARMONISÉ D'IDENTIFICATION ET D'ANALYSE DES ZONES À RISQUE ET GROUPES VULNÉRABLES.....</b>	<b>10</b>
3.1 LES ACQUIS .....	10
3.2 LES CONTRAINTES.....	10
<b>4. LES POLITIQUES COMMERCIALES, DE COOPÉRATION ALIMENTAIRE ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE.....</b>	<b>11</b>
<b>5. LA PRISE EN COMPTE DES ASPECTS NUTRITIONNELS DANS LE SUIVI DE LA SITUATION ALIMENTAIRE.....</b>	<b>12</b>
<b>6. LE NOUVEAU SITE DU RPCA, SES ATOUTS ET SES DÉFIS.....</b>	<b>14</b>
<b>7. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS .....</b>	<b>15</b>
7.1 CONCLUSION .....	15
7.2 RECOMMANDATIONS .....	15
<b>ANNEXE 1 : ORDRE DU JOUR .....</b>	<b>18</b>
<b>ANNEXE 2 : DISCOURS D'OUVERTURE DE LA RÉUNION, PAR NORMAND LAUZON, DIRECTEUR DU CSAO.....</b>	<b>21</b>
<b>ANNEXE 3 : MOT DE BIENVENU PRONONCÉ PAR MONSIEUR DRAMANE COULIBALY, COORDONNATEUR DU PRA/SA/LCD/POP-DEV, REPRÉSENTANT LE SECRÉTAIRE EXÉCUTIF DU CILSS.....</b>	<b>25</b>
<b>ANNEXE 4 : LISTE DES PARTICIPANTS.....</b>	<b>27</b>

## ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES

---

BCV	Banques Céréalières Villageoises
CEDEAO	Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest
CILSS	Comité permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse au Sahel
CSAO	Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest
DIAPER	Diagnostic Permanent
EMOP	Emergency Operation
FAO	Food and Agriculture Organization of the United Nations
FEWS NET	Famine Early warning Systems
INSAH	Institut du Sahel (CILSS)
IRD	Institut de Recherche pour le Développement
MIFRAC	Mission Française de Coopération
MISTOWA	Market Information System and Traders' Organisation in West Africa
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economiques
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OOAS	Organisation Ouest Africaine de la Santé
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
RPCA	Réseau de Prévention des Crises Alimentaires
SMIAR	Système Mondial d'Information et d'Alerte Rapide
SNS	Stock National de Sécurité
UE	Union Européenne
UEMOA	Union Economique et Monétaire de l'Afrique de l'Ouest
UNICEF	United Nations Children's Fund
UNOCHA	UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs
USAID	United State Agency for International Development

## I. INTRODUCTION

---

Les 5 et 6 avril 2007, s'est tenue à Paris au siège de l'OCDE, la 2<sup>ème</sup> réunion « restreinte » du Réseau de Prévention des Crises Alimentaires (RPCA) au Sahel et en Afrique de l'Ouest. La réunion est organisée conjointement par le Comité permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse au Sahel (CILSS) et le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO/OCDE) en collaboration avec les autres membres du RPCA.

La rencontre a été ouverte par M. Normand Lauzon, Directeur du CSAO/OCDE et M. Dramane Coulibaly, Représentant du Secrétaire Exécutif du CILSS. La rencontre a rassemblé plus de 40 participants comprenant : (i) les représentations diplomatiques à Paris du Bénin, du Burkina Faso, de la Mauritanie, du Niger et du Togo, (ii) les représentants des partenaires techniques et financiers (ACDI, France, USAID, UE), (iii) les experts et représentants des organisations internationales membres du RPCA (CSAO, CILSS, FAO, PAM, OCHA, OMM, FEWS NET), (iv) les représentants des organisations paysannes (ROPPA) et de recherche (IRD). L'UEMOA et la CEDEAO se sont excusées de ne pouvoir participer à la rencontre en raison d'empêchements de dernière minute.

La rencontre visait les objectifs suivants :

- Faire le bilan définitif de la campagne agricole 2006/2007 et de la situation alimentaire et nutritionnelle dans le Sahel et en Afrique de l'Ouest ;
- Identifier et prendre des décisions en termes d'actions à conduire en matière de prévention et de gestion des crises alimentaires et nutritionnelles éventuelles dans la région, notamment au regard des zones à risques et des populations les plus vulnérables ;
- Engager des réflexions approfondies sur des sujets d'intérêt en rapport avec les questions alimentaires et nutritionnelles de la région ;
- Présenter et lancer le nouveau site Web du RPCA et échanger sur son utilisation future.

Dans son allocution d'ouverture, Monsieur Normand Lauzon, Directeur du CSAO, a notamment souligné l'intérêt de la redynamisation des activités du RPCA ainsi que la nécessité d'assurer un suivi régulier des propositions et recommandations sur la sécurité alimentaire. M. Lauzon a également rappelé l'intérêt que porte le CSAO aux questions de sécurité alimentaire notamment la revue et la relecture de la charte de l'aide alimentaire, de coopération transfrontalière en matière de sécurité alimentaire ainsi qu'aux analyses visant une meilleure compréhension des causes structurelles de l'insécurité alimentaire dans la région. Il a réitéré le souhait que le Réseau soit crédible et écouté ; que ses membres s'impliquent davantage techniquement et financièrement afin de créer les conditions d'une sécurité alimentaire durable pour tous les sahéliens et les ouest africains.

Dans son mot de bienvenue, Monsieur Dramane Coulibaly, représentant le Secrétaire Exécutif du CILSS, a souligné que cette réunion a lieu au moment où des informations alarmistes commencent à circuler sur la situation alimentaire et nutritionnelle dans certains pays d'Afrique de l'Ouest. « Cela nous rappelle le souvenir de l'année 2005 où le monde entier a été inondé d'images d'enfants du Sahel affamés », a-t-il dit. Il a donc de nouveau souligné la nécessité de réagir à temps et avec fermeté en donnant l'information juste et pertinente. Pour le représentant du CILSS, la création d'un site Web spécifique au réseau va améliorer la remontée et le partage de l'information fiable pour permettre de pallier à l'absence d'informations fiables sur la situation alimentaire en Afrique de l'Ouest.

« Il nous faut saisir l'opportunité du lancement de ce site pour faire passer un message fort aux médias ». Dans cette perspective, il préconise la rédaction d'une note spéciale à l'attention des médias, des Etats, des ONG et des partenaires.

Après la cérémonie d'ouverture, les présentations suivantes ont posé le cadre pour les débats :

- Bilan de la situation alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest ;
- Revue de la mise en oeuvre du bilan alimentaire et du cadre harmonisé d'identification et d'analyse des zones à risque et groupes vulnérables ;
- Politiques commerciales, de coopération alimentaire et sécurité alimentaire ;
- Prise en compte des aspects nutritionnels dans le suivi et l'évaluation de la situation alimentaire ;
- Présentation du nouveau site Internet du RPCA, sa valeur ajoutée et ses objectifs.

Le présent document se veut une synthèse des principaux éléments des présentations et des débats au cours de la rencontre.

## **2. BILAN DE LA SITUATION ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE AU SAHEL ET EN AFRIQUE DE L'OUEST**

---

### *2.1 Résultats définitifs de la campagne agricole 2006-2007*

La production céréalière totale révisée des pays du CILSS pour la campagne 2006/2007 est évaluée à 15 102 134 tonnes. Les données définitives du Cap Vert et de la Gambie n'ont pu être prises en compte. Ces estimations sont donc faites sur la base des données prévisionnelles du Cap vert et de la Gambie. Il en est de même pour les productions de contre-saison et de décrue de la Mauritanie pour lesquelles les données définitives ne sont pas encore disponibles. Globalement, ces estimations laissent apparaître une production brute céréalière record, supérieure à celle de la campagne écoulée (+3 %) et à celle de la moyenne des 5 dernières années (+19 %) comme le montre le tableau ci-après (1).

Tableau 1 : Résultats révisés de la campagne agricole 2006/2007

	Production totale 2006/2007 (milliers de t.)	Variation (%) par rapport à 2005/2006	Variation (%) par rapport à moyenne 2001-2005
Burkina Faso	3 858	+6	+18
Cap Vert	12	+228	+9
Gambie	256	+25	+31
Guinée Bissau	225	+6	+37
Mali	3 428	+1	+16
Mauritanie	373	-13	+18
Niger	4 059	+11	+24
Sénégal	1 137	-23	-4
Tchad	1 913	+3	+33
<b>CILSS</b>	<b>15 102</b>	<b>+3</b>	<b>+19</b>

La production vivrière au niveau des pays côtiers non membres du CILSS est tout aussi globalement bonne. Dans ces pays, la production céréalière est estimée comme suit : Bénin (1 095 505 tonnes), Guinée Conakry (2 117 858 tonnes) et Togo (888 984 tonnes). Au Nigeria, la production céréalière de la campagne 2006-2007 révisée est de 28 871 000 tonnes contre 26 942 000 tonnes en 2005, soit une hausse de 7%.

## 2.2 Evolution des prix sur les marchés et perspectives alimentaires en 2007

Les bonnes productions céréalières observées au cours des deux dernières campagnes agricoles (2005-2006 et 2006-2007) ont provoqué une chute des prix et un retour à leurs niveaux normaux<sup>1</sup>. Les prix des céréales, après leur baisse saisonnière entre septembre 2006 et février 2007, se sont stabilisés à partir de mars 2007. Le niveau actuel (2007) du prix du mil est nettement plus bas que celui de l'an dernier à la même période. Ce niveau reste proche de la moyenne des cinq dernières années sur la plupart des marchés céréaliers. Cependant, on note des tendances à la hausse des prix en Mauritanie et à l'Est du Tchad. Dans le premier cas (Mauritanie), cette tendance à la hausse des prix est due en partie à la réorientation des circuits d'approvisionnement qui vont désormais directement des marchés frontaliers maliens et sénégalais vers Nouakchott.

Pour ce qui est du bétail, il ressort que les prix de vente des animaux se sont beaucoup appréciés sur les marchés sahéliens à cause principalement de la demande de plus en plus forte des pays côtiers. Les termes de l'échange bétail/céréales évoluent à la faveur des éleveurs nomades à cause d'une part de la disponibilité des pâturages et de l'absence de maladie du bétail qui favorise un embonpoint des animaux, et d'autre part la baisse du prix des céréales. En vendant un mouton moyen sur le marché de N'Djamena en mars 2007, l'éleveur pouvait se procurer en contrepartie près de 128 kg de mil contre 105 kg en 2006.

En perspective, l'évolution du marché régional en 2007 devrait être comparable à celle de 2006 avec des prix stables, proches de la moyenne pour les céréales, garantissant ainsi une meilleure accessibilité surtout pour les populations les plus vulnérables.

## 2.3 Zones à risque et plans d'action pour l'atténuation d'une éventuelle crise alimentaire

Malgré l'excédent global enregistré au niveau de la production, des populations vulnérables sont identifiées par endroits dans les zones à risque des pays. La poursuite des actions d'atténuation en cours et le maintien d'une surveillance rapprochée sont requis. Des mesures appropriées ont été proposées pour juguler les difficultés alimentaires des populations concernées (cf. rapport final de la réunion régionale sur le suivi de la sécurité alimentaire tenue à MBodiène/Sénégal en mars 2007). Ces mesures consistent essentiellement en : la mise à disposition de produits alimentaires et la reconstitution des stocks locaux dans les zones à risque et régions enclavées avant les pluies qui rendent difficile l'accès à certaines régions ; la mise à disposition des sous-produits et autres aliments pour bétail ; la distribution de semences et autres intrants agricoles dans certains pays comme le Sénégal et la Gambie ; la promotion des actions génératrices de revenus ; la distribution gratuites de vivres et d'intrants agricoles pour les personnes déplacées internes à cause des conflits au Tchad (essentiellement pour le Tchad) ; programme « Vivres contre travail » (*Food for Work*) ; la vente à prix modéré dans certains cas (Niger).

Les pays côtiers ont également connu une bonne production dans l'ensemble. Néanmoins, ils devront surveiller les zones structurellement déficitaires et prendre des mesures correctives sur le moyen et le long terme.

---

<sup>1</sup> En 2005, les prix des céréales avaient connu une hausse exceptionnelle, jamais atteinte en Afrique de l'Ouest.

Les présentations ont également fait état des missions conjointes (CILSS/FAO/FEWS NET/OCHA/PAM) d'évaluation de la situation alimentaire en Mauritanie, au Sénégal, en Guinée Bissau, au Tchad et au Niger.

Il est à noter qu'il n'y a pas d'alerte particulière à lancer pour tous ces pays. Ceci est en particulier valable pour le Niger au sujet duquel circulent des informations contradictoires faisant état d'une situation alimentaire comparable à celle de 2005.

Pour le **Niger**, Il est mentionné que la baisse de la malnutrition observée en 2007 est le fruit des actions entreprises par l'Etat, les ONG et les autres agences humanitaires dans le pays depuis 2005. La lutte contre la malnutrition chronique requiert des actions dans le moyen et long terme. Un suivi rapproché de cette situation et une vigilance accrue sont requises.

Pour le **Tchad**, la vulnérabilité des populations s'explique essentiellement par la situation de conflit qui prévaut dans le pays. Le gouvernement a mis à disposition un budget de 8 milliards de Francs CFA pour la prise en charge des déplacés internes. Il est également précisé que 80% des ressources du pétrole sont en principe affectées à quelques secteurs prioritaires (éducation, développement rural et infrastructure).

En **Mauritanie**, Les marchés intermédiaires entre Nouakchott et les points de production et d'approvisionnement ne sont pas bien approvisionnés. La baisse observée cette année des superficies dédiées à la culture irriguée, suite à la non-exploitation des parcelles malgré l'octroi des crédits de campagne, a été signalée comme un des facteurs à l'origine de la baisse de la production agricole au cours de cette campagne agricole 2006-2007. La situation alimentaire sans être alarmante reste précaire et mérite un suivi rapproché pendant la période de soudure à venir.

En **Guinée Bissau**, la campagne agricole 2006-2007 s'est déroulée dans des conditions socio-économiques particulièrement difficiles suite aux problèmes de commercialisation de la noix de cajou en 2006 et aux déplacements de populations dans le Nord du fait de conflits. La chute vertigineuse des prix de la noix de cajou, principale source de revenu des ménages agricoles, rend difficile leur accès à la nourriture. Néanmoins, face à cette situation, les ménages développent des stratégies qui leur permettent, tant bien que mal, d'assurer quotidiennement leur alimentation. Des incertitudes planent sur la prochaine campagne de commercialisation à cause du niveau actuel des prix de la noix sur le marché local (50F/Kg contre 250F/kg en situation normale). Il est ainsi recommandé spécifiquement un suivi rapproché de la commercialisation de la noix de cajou dès le mois d'avril en vue de déceler à temps d'éventuelles tendances baissières des prix.

De manière générale, plusieurs points ont été soulevés par les participants au cours des débats sur la situation alimentaire en Afrique de l'Ouest, notamment :

- **Une meilleure gestion des excédents.** L'importance d'assurer une bonne gestion des excédents en particulier pour les pays grands producteurs de céréales (Mali, Burkina Faso et Niger) a été soulignée. En effet, la régulation de l'offre et de la demande connaît une situation paradoxale en Afrique de l'Ouest. D'une part, une bonne production peut générer des difficultés en ce sens qu'elle peut avoir pour conséquence la réduction des superficies emblavées consécutive à la baisse des prix des produits agricoles. D'autre part, une mauvaise campagne agricole peut quant à elle occasionner une flambée des prix, rendant ainsi difficile l'accès aux produits alimentaires pour les ménages vulnérables et les pasteurs. Cette situation milite en faveur d'une meilleure gestion des stocks pour permettre un transfert adéquat des céréales des zones excédentaires vers les zones déficitaires à travers des flux réguliers.



Après le démantèlement des offices céréaliers dans les années 1980, le débat est maintenant en faveur de leur reconduite par le renforcement des capacités de stockage au niveau national. La privatisation ou le démantèlement des offices céréalier n'ont pas réussi jusqu'à présent à favoriser une meilleure régulation de l'offre et de la demande. La question de la gestion des stocks de sécurité ne devrait donc pas être évoquée de façon exceptionnelle (en cas de crise) mais devrait devenir un paramètre permanent de la stratégie globale de sécurité alimentaire.

- **Des actions relatives aux infrastructures pour fluidifier davantage le fonctionnement des marchés.** Les participants à la réunion ont insisté sur le fait qu'il existe de fortes variations de prix au niveau intra-national (par exemple entre Bobo Dioulasso et Ouagadougou, Kayes et Bamako et Fatick et Dakar) et ces grandes différences montrent qu'entre les marchés nationaux et régionaux les échanges ne sont pas très fluides ce qui indique que les marchés nationaux et régionaux n'ont pas encore atteint un degré d'intégration satisfaisant. En Mauritanie par exemple, certains marchés intermédiaires (intérieurs) ne sont pas bien approvisionnés à cause de la réorientation des circuits d'approvisionnement qui vont désormais directement des marchés frontaliers maliens et sénégalais sur Nouakchott.
- **Des inquiétudes sur l'assèchement du lac Tchad.** Les participants à la rencontre ont exprimé l'intérêt de mieux comprendre l'impact du rétrécissement progressif du lac Tchad sur la Sécurité alimentaire pour les quatre pays concernés : Tchad, Cameroun, Niger et Nigeria. En effet, Depuis 40 ans, sa superficie a été divisée par cinq, passant de 25 000 à 5000 km<sup>2</sup>. La croissance démographique, le développement des activités agropastorales et la désertification ont entraîné une dégradation préoccupante de la faune et la flore.
- **La prise en compte des effets négatifs des actions humanitaires sur le développement.** Les participants à la rencontre ont insisté sur le fait qu'il faut utiliser les fonds pour de véritables urgences et éviter les effets pervers sur les actions de développement. L'essentiel des ressources devrait ainsi être affecté aux actions de développement tout en réservant le minimum nécessaire pour les actions d'urgence.
- **Une révision de certains paramètres du bilan céréalier.** Un travail de révision des taux utilisés dans les bilans céréaliers pour les pertes et semences ainsi que pour l'alimentation animale pourrait être mené. Des incohérences dans la variation des stocks paysans suite à une bonne récolte ont également été notées dans les bilans prévisionnels de certains pays et devraient être revues.

Comme mesure immédiate par rapport à la situation alimentaire, il a été recommandé **d'appuyer la constitution des stocks** (public, commerçant, paysans, coopératif) en particulier pour mieux valoriser les excédents dans les zones de grande production et juguler les effets pervers de la baisse trop marquée des prix aux producteurs. Il a également été recommandé de **surveiller de très près ce qui peut faire flamber les prix**. Actuellement les prix sont stables et la question est plutôt de savoir si la situation peut se retourner en cas de baisse de production. Il importe aussi de savoir comment mieux faire face à une baisse de la production pouvant entraîner une flambée des prix des produits de base (maïs, mil, sorgho et niébé).

### **3. MISE EN OEUVRE DU BILAN ALIMENTAIRE ET DU CADRE HARMONISÉ D'IDENTIFICATION ET D'ANALYSE DES ZONES À RISQUE ET GROUPES VULNÉRABLES**

---

Le rapport sur l'état d'avancement des travaux relatifs à la mise en oeuvre du bilan alimentaire et du cadre harmonisé d'identification et d'analyse des zones à risque et groupes vulnérables a mis en évidence les acquis et les contraintes suivants :

#### *3.1 Les acquis*

- Mise en place des comités techniques pour la mise en oeuvre des nouveaux outils ;
- Etablissement du bilan alimentaire ex-post 2005-2006 pour les pays du CILSS, à l'exception du Tchad ;
- Lancement des travaux d'établissement du bilan alimentaire prévisionnel 2006-2007 dans six (6) pays : Burkina Faso, Cap Vert, Mali, Mauritanie, Niger et Sénégal ;
- Elaboration du rapport provisoire sur la situation de référence de la vulnérabilité au Burkina Faso, au Mali, en Mauritanie, au Niger et au Sénégal ;
- Lancement des travaux d'établissement de la vulnérabilité courante au Burkina Faso, au Mali, en Mauritanie, au Niger et au Sénégal.

#### *3.2 Les contraintes*

- Nombre élevé de produits retenus pour l'établissement des bilans alimentaires ex-post et prévisionnel rendant difficile le traitement et l'analyse de l'information ;
- Choix d'une période de référence pour l'établissement des bilans ;
- Qualité et disponibilité des données ;
- Choix et coefficient de transformation de ces produits en produits dérivés.

Au cours des débats les points suivants ont été mentionnés :

- La nécessité de poursuivre les activités du cadre harmonisé et du bilan alimentaire. Ces avancées méthodologiques permettront d'avoir une meilleure estimation de la situation alimentaire en particulier pour les pays côtiers pour lesquels les céréales ne sont pas forcément la source d'alimentation la plus importante et qui sont désormais systématiquement invités aux réunions d'évaluation de la situation alimentaire.
- L'intérêt de préserver un meilleur équilibre entre le coût de l'information et l'impact sur les décisions. Il a été proposé d'éviter des analyses complexes coûteuses qui retarderaient la publication des résultats en temps opportun.

Le cadre harmonisé d'analyse de la vulnérabilité est une demande des pays membres du CILSS ainsi que des partenaires au développement et mérite d'être mise en oeuvre rapidement.

#### 4. LES POLITIQUES COMMERCIALES, DE COOPÉRATION ALIMENTAIRE ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

---

La question des politiques agricoles, commerciales et de coopération alimentaire est cœur des débats sur la sécurité alimentaire. La présentation et les débats ont permis de mettre en lumière les aspects suivants :

- Les mutations de la région ouest-africaine, notamment une forte croissance démographique dont plus de 65% ont moins de 25 ans, et dont 65% de la population vivra en milieu urbain à l'horizon 2020 ;
- L'évolution des concepts : *auto-suffisance* alimentaire dans les années 80 ; *sécurité* alimentaire dans les années 90 et *souveraineté* alimentaire dans les années 2000 <sup>2</sup> ;
- Les principes de la Charte de l'aide alimentaire largement repris dans les politiques agricoles nationales et régionales (PAU/UEMOA ; ECOWAP/CEDEAO) avec une approche « souveraineté alimentaire ». Par exemple, l'article 3 de la PAU/UEMOA stipule une approche visant la réduction de la dépendance des Etats de l'Union, le renforcement du marché régional ainsi que la sécurité alimentaire fondée sur l'intégration régionale. L'ECOWAP/CEDEAO préconise la réalisation à terme de la « souveraineté alimentaire », le droit à la protection et aux mesures de développement pour réduire les distorsions en vue d'accroître les productions nationales et régionales.
- Il a également été proposé de s'appuyer sur les pouvoirs locaux et les organisations de producteurs pour influencer les décisions relatives aux politiques agricoles et commerciales à l'instar des plans communaux de sécurité alimentaire au Mali.
- L'importance d'assurer la qualité et la continuité des activités de développement lorsque les projets financés par les partenaires au développement arrivent à terme. Cet aspect concerne l'appropriation et l'internalisation des coûts des projets au niveau national.
- L'importance de s'approprier l'information en impliquant les acteurs. Cette interpellation concerne à la fois les « urgentistes » mais également les acteurs de développement comme la Banque mondiale, le PNUD. Le but étant d'éviter un décalage au niveau de l'information et des actions entre ceux qui participent régulièrement aux rencontres du RPCA et ceux n'y participant pas. qu'occasionnellement (ou pas du tout).
- Approfondir la gestion des banques de céréales, un outil important de gestion des crises alimentaires et de régulation de l'offre et de la demande dans les zones vulnérables en particulier.
- Le lien entre ces questions et la mise en œuvre du « *Droit à l'alimentation* » a été rappelé. La charte de l'aide alimentaire constitue un bon exemple de texte allant dans le sens des principes pour la mise en œuvre de ce droit. La FAO a par ailleurs présenté un document intitulé « *Les ruralités en mouvement en Afrique de l'Ouest* » qu'elle a préparé conjointement avec le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest pour présenter et analyser une série d'indicateurs du développement rural dans cette région. Ce document a été préparé dans la suite de la Conférence internationale sur la réforme agraire et le développement rural (CIRADR, Porto Alegre, mars 2006) et servira de base à la préparation d'un fascicule de « *L'Atlas de l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest* » développé actuellement par le CSAO et la CEDEAO.

---

<sup>2</sup> Pour plus de détails se consulter le document : CSAO (2007), la souveraineté alimentaire en Afrique de l'Ouest : des principes à la réalité ; CSAO, Paris, pp.63 disponible sur le site du RPCA ([www.food-security.net](http://www.food-security.net))

Les questions essentielles qui se posent sont les suivantes :

- *Comment assurer la cohérence entre le « local-national » et le « local-régional » en référence à la vision d'intégration régionale en matière de sécurité alimentaire (valorisation des complémentarités) ? Comment assurer une meilleure articulation entre politiques alimentaires nationales et régionales ?*
- *Comment assurer la cohérence entre les politiques alimentaires et les politiques commerciales ?*
- *Comment inverser fondamentalement la tendance pour un plus fort engagement des pays dans la recherche des solutions aux causes structurelles de l'insécurité alimentaire ? Rompre avec la logique du « Sapeur Pompier » ! Comment traduire le discours politique en investissement ?*
- *Comment faire en sorte que l'aide alimentaire puisse effectivement contribuer au financement d'actions de développement visant la sécurité alimentaire ? Le modèle « Révolution blanche » avec le lait en Inde dans les années 1970 est-il répliquable ?*

## **5. LA PRISE EN COMPTE DES ASPECTS NUTRITIONNELS DANS LE SUIVI DE LA SITUATION ALIMENTAIRE**

---

Les pays sahéliens présentent des taux de malnutrition chronique record et la sous-région enregistre de surcroît une aggravation progressive de la tendance depuis une vingtaine d'années. La malnutrition chronique se traduit notamment par un retard de croissance chez les jeunes enfants (prévalence égale ou supérieure à 35% en moyenne) qui amplifie la malnutrition dite « visible » essentiellement la malnutrition aiguë (c'est-à-dire clinique) pouvant entraîner la mort en l'absence d'intervention rapide (médicale par exemple). Des missions de terrain ont été organisées dans sept pays du CILSS pour dégager les orientations relatives à la mise en œuvre de cette initiative. A l'issue de ces missions, il ressort les constats suivants : d'une part, les sources d'information en sécurité alimentaire et santé/nutrition existent dans tous les pays visités (EDS, MICS, enquêtes pauvreté des ménages, statistiques de santé mais aussi données régionales ou microéconomiques publiées par les ONG) ; mais font encore défaut une mise en perspective de ces données et une analyse causale. D'autre part, l'absence de données nutritionnelles saisonnières ne donne pas de repère sur l'évolution des taux de malnutrition aiguë en période de soudure et en période de crise, d'où la difficulté de clarifier la notion de « gravité » et de déclencher les actions d'urgence appropriées.

La mise en œuvre de cette initiative par le CILSS en collaboration avec l'IRD s'appuie sur l'approche NUSAPPS (Nutrition, Sécurité Alimentaire et Politiques Publiques au Sahel) visant le diagnostic et la mise en commun des réponses.

Le constat actuel est que certains pays sahéliens commencent à intégrer les aspects nutritionnels dans le diagnostic de la situation alimentaire.

En **Gambie**, la surveillance nutritionnelle est basée sur une approche communautaire avec une forte volonté politique. Cependant ce système présente quelques limites notamment la représentativité de l'échantillon et l'absence d'une analyse causale.

Au **Mali**, sur la base d'une enquête d'évaluation rapide, un système de suivi rapproché des ménages à travers des sites sentinelles a été mis en place. Ce système vise à suivre de plus près la situation des ménages affectés par l'invasion acridienne de 2005 en vue d'appuyer le système de suivi de la situation alimentaire du SAP.

Au **Burkina Faso**, une expérience visant l'intégration des aspects nutritionnels dans l'enquête permanente agricole est en cours. Cette expérience intègre notamment les mesures relatives au périmètre brachial. Au cours de l'année 2006-07, les indices de score de diversité alimentaire et échelle d'insécurité alimentaire ressentie issus de la recherche nord américaine (*Food and Nutrition Technical Assistance*, FANTA) et adaptés par le réseau coopération française (Ministère des Affaires Etrangères et Institut de Recherche pour le Développement) au contexte national, ont permis de montrer la pertinence de ces outils pour l'alerte précoce (par rapport aux indices anthropométriques usuels qui ne sont intéressants qu'en surveillance sur une période longue et restent de par leur nature, des indicateurs tardifs).

Au **Niger**, plusieurs acteurs collectent des données relatives à la nutrition à travers notamment les enquêtes nationales annuelles, les enquêtes mensuelles ciblées, le suivi des admissions par les ONG, le suivi et la surveillance de la croissance à assise communautaire. Au vu de la diversité des approches dans la collecte des données nutritionnelles, il serait important de définir et d'harmoniser les indicateurs de nutrition et de proposer des seuils de déclenchement de l'alerte ainsi que des actions appropriées pour chaque situation. L'utilisation des indicateurs nutritionnels à des fins d'alerte ne peut être obtenue qu'en dissociant la surveillance nutritionnelle (étude transversale sur le suivi d'une série longue) de l'alerte précoce (étude sur les données du moment).

Ces travaux vont dans le sens de la prise en compte des indicateurs socio-économiques sur la situation nutritionnelle promue par la FAO dans le cadre d'un projet sur financement de l'Union Européenne développé dans plusieurs pays d'Afrique. Ils ont également été discutés lors de la récente rencontre du SCN (Comité permanent de la Nutrition) qui a réuni plus de 300 experts à Rome début mars 2007. La question de la sécurité alimentaire des ménages a fait l'objet d'une session spécifique et un nouveau forum électronique a été lancé sur ce sujet (<http://www.dgroups.org/groups/fao/FSNL>)

La réunion a vivement recommandé la poursuite des investigations visant à améliorer les diagnostics intégrant les aspects nutritionnels dans l'analyse de la sécurité alimentaire, avec un accent particulier sur les éléments de causalité. Le but serait de doter les pays de la région de protocoles concernant le recueil des données et des analyses nutritionnelles permettant de renseigner les politiques publiques de lutte contre la pauvreté.

La relation causale entre score de diversité alimentaire de la mère et niveau d'insécurité alimentaire du ménage (à partir du cas du Burkina) mériterait d'être approfondi et validé au niveau sous-régional afin de déterminer les protocoles de score de diversité et échelle d'insécurité alimentaire au sein des SAP.

## 6. LE NOUVEAU SITE DU RPCA, SES ATOUTS ET SES DÉFIS

---

Conformément aux recommandations du Réseau de Prévention des Crises Alimentaires dans le Sahel et en Afrique de l'Ouest (RPCA) le CILSS et le CSAO avec leur partenaires du RPCA se sont engagés dans la création et la mise en place d'un site Internet du réseau dont l'un des objectifs est de répondre à la question suivante : *Comment mieux diffuser une information consensuelle et objective en matière de sécurité alimentaire et permettre la prise de décision pour l'action ?* Le site du RPCA est accessible à [www.food-security.net](http://www.food-security.net) et compte à ce jour plus de 150 documents en ligne.

Une évaluation réalisée auprès de différentes sources d'information a révélé que les informations disponibles sur la prévention et la gestion des crises alimentaires, et plus largement sur la sécurité alimentaire, sont éclatées entre plusieurs sources d'information. Ces informations souffrent également d'un manque de présentation consolidée et synthétisée. De même, les informations disponibles couvrent de manière inégale les thèmes liés à la sécurité alimentaire, et les zones géographiques du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest. C'est de ce constat qu'a émergé l'idée d'un site permettant de pallier à ces faiblesses.

Le site a pour ambition d'apporter aux médias, décideurs politiques, organisations de la société civile et acteurs de développement, une information objective consensuelle permettant de prendre des décisions et d'agir. Cela devrait se faire notamment grâce à la synthèse des informations provenant de différentes sources, notamment celle produite au sein des membres du Réseau, mais aussi à partir d'analyses et d'études sur des questions spécifiques relatives à la sécurité alimentaire.

En tant qu'espace de veille et de diffusion large de l'information, la finalité de ce site est de devenir **la** source de référence pour toute personne, organisation ou institution en quête d'information fiable et objective sur la sécurité alimentaire au Sahel et en Afrique de l'Ouest, tant en ce qui concerne l'actualité que les documents analytiques. Le fait que ce site soit porté par les acteurs clés de la sécurité alimentaire à savoir la FAO, le PAM, FEWS NET, CILSS, CSAO, constitue un facteur de durabilité mais aussi de fiabilité de l'information fournie.

De façon spécifique, ce site poursuit les objectifs suivants :

- 1) Améliorer la diffusion de l'information auprès des médias et décideurs en vue de faciliter la prise de décision pour l'action ;
- 2) Créer un espace d'information partagée entre tous les acteurs de la sécurité alimentaire des pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest ;
- 3) Servir de base documentaire en particulier pour ce qui concerne les documents analytiques, les revues et bulletins en rapport avec la sécurité alimentaire dans la région ;
- 4) Être une passerelle vers différentes sources spécialisées : CILSS, FEWS NET, PAM, FAO, Ibimet/CNR, CE, etc.

Il a été proposé que ce site devienne un point de convergence pour les réseaux africains d'information sur la sécurité alimentaire. Plusieurs membres du RPCA ont réaffirmé l'intérêt et la valeur ajoutée du site et ont pris l'engagement de contribuer activement à son animation en fournissant les informations pertinentes et requises. FEWS NET a par exemple proposé de mettre à disposition des informations sur la production agricoles ainsi que des images satellitaires.

## 7. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

---

### 7.1 Conclusion

La réunion a été l'occasion d'échanger sur la situation alimentaire dans la région. Les résultats définitifs confirment la production record des pays membres du CILSS estimée à 15 102 134 tonnes. **La situation alimentaire dans la région est donc globalement bonne et il n'est pas approprié de lancer une quelconque alerte dans l'état actuel des choses.** Ce constat est surtout valable pour le Niger où circulent des informations contradictoires faisant allusion à une éventuelle crise alimentaire comparable à celle de 2005. Rien de cela. Cependant, même en l'absence de la nécessité de lancer une alerte pour le moment, **il n'en est pas moins nécessaire de prendre des mesures destinées à améliorer la situation des populations les plus vulnérables** y compris pour les pays dont la production céréalière est excédentaire par rapport aux besoins nationaux. Les recommandations des missions conjointes CILSS-FEWS NET-PAM-OCHA-FAO ainsi que les plans d'actions proposés lors de la réunion de mars 2007 au Sénégal sur le suivi de la situation alimentaire pourraient servir de référence à cet égard.

Mais les objectifs de souveraineté alimentaire ne pourraient être atteints sans une meilleure cohérence des politiques commerciales et de coopération alimentaire au niveau national et régional.

La rencontre a été également l'occasion d'échanger sur les outils d'évaluation de la situation alimentaire mettant en exergue les préoccupations suivantes : (i) le rapport coût / bénéfice de l'information et l'aptitude de ces informations à contribuer à la prise de décision en temps opportun ; (ii) le degré d'appropriation des dispositifs d'information par les pays et la pérennisation des dispositifs d'information à travers l'internalisation des charges de fonctionnement ; (iii) l'intégration de tous les acteurs (notamment les producteurs) dans le dispositif d'information. Les participants ont réaffirmé la nécessité de poursuivre l'amélioration des outils de suivi de la situation alimentaire à travers la mise en œuvre du cadre harmonisé d'analyse de la vulnérabilité et du bilan alimentaire ainsi que la poursuite des efforts d'investigation sur l'intégration des aspects nutritionnels dans le suivi de la situation alimentaire.

Le lancement officiel du site Internet du RPCA permettra de créer un espace de convergence entre les réseaux d'information sur la sécurité alimentaire et facilitera les échanges d'information, la prise d'action et de décision. Plusieurs propositions ont été faites en rapport avec l'animation du site, notamment : la mise à disposition et la production rapide des informations agricoles et des images satellitaires (FEWS NET) ; la création d'une boîte à outils pour échanger sur les questions relatives à la nutrition ; la mise à disposition des documents divers (IRD, FAO, etc.) ; le renforcement de la base documentaire sur le thème de l'élevage et de la sécurité alimentaire.

### 7.2 Recommandations

Plusieurs recommandations portant sur des domaines différents ont été faites par les participants à la réunion.

#### a) Recommandations générales

- Institutionnalisation de la réunion restreinte du RPCA afin qu'elle se tienne en avril de chaque année. Le but serait d'échanger et d'informer sur les résultats définitifs de la campagne agricole et la situation alimentaire courante et permettrait également des échanges sur quelques les thèmes pertinents proposés par les membres du RPCA.

- Organisation d'une réunion élargie en novembre 2007 pour faire le bilan 2005-2007 sur la mise en œuvre des recommandations sur la sécurité alimentaire. Cette réunion serait organisée par le CSAO, le CILSS, FEWS NET et les Nations-Unies et viserait à dégager les possibilités et axes de collaboration entre les acteurs de développement et ceux de l'assistance humanitaire.
- Bilan de mise en œuvre du colloque de Mindelo (Cap Vert) sur les politiques céréalières dans les pays du Sahel tenu en décembre 1986. En effet, plusieurs recommandations émises lors de différentes rencontres sur la sécurité alimentaire recourent celles du colloque de Mindelo.
- Production d'une analyse sur le changement climatique en Afrique de l'Ouest. La FAO, le CSAO et le CILSS se proposent de travailler ensemble sur les changements climatiques en Afrique de l'Ouest dans le cadre notamment de l'Atlas de l'intégration régionale piloté par le CSAO.
- Réalisation d'une analyse sur le changement climatique en Afrique de l'Ouest. FAO-CSAO-CILSS-FEWS NET se proposent travailler ensemble sur les changements climatiques en Afrique de l'Ouest dans le cadre des travaux que mène le CSAO sur l'Atlas de l'Intégration régionale, le FEWS NET sur l'impact des facteurs biophysiques sur la vulnérabilité chronique et le CILSS sur les changements climatiques.

b) Recommandations sur la situation alimentaire et les outils méthodologiques de suivi de la situation alimentaire

- Organiser une mission politique de sensibilisation auprès des pays membres du CILSS afin d'éviter toute interférence entre les considérations « politiques » et « techniques » dans la production des chiffres sur la situation alimentaire. Cette recommandation avait été émise lors de précédentes rencontres sur la sécurité alimentaire. En effet, certains pays diffusent avec du retard les résultats définitifs de la campagne agricole en raison du manque d'accord au niveau des décideurs politiques.
- Mener un état des lieux du fonctionnement des cadres nationaux de concertation sur la sécurité alimentaire. Ce travail permettrait d'engager des actions de redynamisation des cadres nationaux de concertation sur la sécurité alimentaire. Souvent, ces comités se réunissent uniquement en cas de crise alors qu'ils devraient fonctionner tout au long de l'année.
- Accompagner les producteurs dans la méthodologie de collecte et de synthèse de l'information sur la sécurité alimentaire par les acteurs locaux.
- Réaliser une note de synthèse sur le bilan alimentaire et le cadre harmonisé. Cette note de synthèse serait diffusée lors de la réunion annuelle du RPCA en novembre 2007 à Bruxelles. Elle permettrait de faire un bilan clair de la mise en œuvre du cadre harmonisé, les contraintes actuelles et les défis à venir.
- Intégrer la sécurité alimentaire en zone urbaine dans le suivi de la situation alimentaire. L'IRD a déjà entamé des travaux sur la vulnérabilité alimentaire en milieu urbain.
- Organiser une mise à jour des taux de pertes post-récolte. Une évaluation permettant une meilleure estimation des pertes post-récolte serait d'une grande utilité lors de la réalisation du bilan alimentaire. Les taux utilisés actuellement datent de plus de 20 ans et méritent d'être actualisés.



- Prendre en compte les produits vivriers utilisés pour l'alimentation du bétail dans l'estimation des disponibilités alimentaires. Cet aspect devient de plus en plus important et n'est pas actuellement pris en compte dans l'estimation des disponibilités alimentaires.
- Mener une étude prospective horizon 20 ans sur les systèmes de gestion des crises et l'évolution des paramètres agricoles. L'AFD envisage de conduire des travaux sur ce thème.

## ANNEXE 1 : ORDRE DU JOUR

---

### Jeudi 5 avril 2007

---

#### ↳ Matinée

09h00 – 09h30	Accueil, café
09h30 – 10h00	<b>Session 1 : Ouverture et introduction</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• <i>Introduction</i> par Normand LAUZON, CSAO, Directeur.</li><li>• <i>Mots de bienvenue</i> par :<ul style="list-style-type: none"><li>- Dramane Coulibaly, CILSS, représentant Secrétariat exécutif</li></ul></li></ul>
10h00 – 13h00	<b>Session 2 : Bilan de la situation alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest.</b>  <b>Président :</b> Stéphane Jost, FAO
10h00 – 11h00	<ul style="list-style-type: none"><li>• Résultats de la campagne agricole 2006-2007 : <b>Brahima Sidibé</b>, Chef Département Information-Recherche (CILSS/CRA) ;</li><li>• Évolution des prix (céréales et bétail) sur les marchés et perspectives alimentaires en 2007 : <b>Salif Sow</b>, représentant régional (FEWS NET) complété par Moussa Cissé, Coordonnateur PRA/Accès aux marchés (CILSS/SE)</li><li>• Les zones à risques et les plan d'action pour l'atténuation d'une éventuelle crise : <b>Amadou Mactar Konaté</b>, Expert en sécurité alimentaire, volet PREGEC/Instruments (CILSS/SE) ;</li></ul>
11h00 – 11h20	Pause
11h20 – 12h30	Débats, commentaires
12h30 – 13h00	Consensus autour de l'interprétation de la vulnérabilité (FEWS NET)
13h00 -14h30	<i>Pause déjeuner</i>

#### ↳ Après midi

14h30 – 15h30	<b>Session 2 (suite) :</b>
14h30 – 15h00	Présentations : les zones à risques et populations vulnérables pour les pays en déficit alimentaire : <ul style="list-style-type: none"><li>○ Niger (par Brahim Sidibe, CILSS/AGRHYMET)</li><li>○ Tchad et Mauritanie (par Salif Sow, FEWS NET)</li><li>○ Guinée Bissau (Par amadou Konaté, CILSS/SE)</li></ul>
15h00 – 15h30	Questions et commentaires ; <b>Synthèse générale :</b> Recommandations & actions au regard de la situation agricole

<b>15h30 – 16h00</b>	<b><u>Session 3</u> : Discussions thématiques</b> <b><i>Thème 1</i> : Cadre harmonisé et bilan alimentaire</b>
	<b><i>Président</i> : Roy Stacy, FEWS NET, Conseiller principal</b>
15h30 – 15h40	Présentations : Bilan de la mise en œuvre du cadre harmonisé d'analyse de la vulnérabilité (CILSS) et bilan alimentaire
15h40 – 16h00	Questions et commentaires
<b>16h00 – 16h20</b>	<b><i>Pause café</i></b>
<b>16h20-18h00</b>	<b><u>Thème 2</u> : Politiques commerciales, de coopération alimentaire et sécurité alimentaire</b>
	<b><i>Président</i> : Dramane Coulibaly</b>
16h20 – 16h40	Présentation par le CSAO Jean Sibiri Zoundi, CSAO
16h40 – 17h40	Discussions & commentaires
17h40 – 18h00	Synthèse
<b>18h00</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Fin des travaux de la journée</b></li> </ul>

## Vendredi 6 avril 2007

---

### ↳ Matinée

09h00 – 11h00 **Session 3 : Discussions thématiques (Suite)**  
**Thème 3 : Prise en compte des aspects nutritionnels dans le suivi et l'évaluation de la situation alimentaire**

09h00 – 9h30 **Président : Jean-Luc François, MAE France**  
Présentations  
Quel consensus ? – Les leçons, les acquis, les questions – Francis DELPEUCH, IRD  
Exemples de recueil d'information nutritionnelle dans quatre pays du CILSS – Yves Martin PREVEL, IRD  
Nouveaux outils au sein de l'Enquête Permanente Agricole au Burkina Faso – Hervé DELSOL, CILSS/NUSAPPS

09h30 – 10h30 Débats et commentaires

10h30 – 11h00 **Synthèse générale :** Recommandations & actions au regard des sujets thématiques abordés

11h00 – 11h20 *Pause café*

11h20 – 13h30 **Session 4 : Lancement officiel site Internet RPCA, Clôture & Conférence de presse**

**Président :** Normand Lauzon, CSAO, Directeur

11h20 – 12h10 **Démonstration et échanges sur l'animation du site Internet du RPCA**  
Léonidas Hitimana, CSAO,

12h10 – 12h30 **Cérémonie de clôture**

**Président :** Normand Lauzon, CSAO, Directeur

Mot de conclusion et recommandation par chaque participant

12h30 -15h00 *Pause déjeuner*

A partir de 15 heures **Conférence de presse de lancement du site RPCA (Centre d'Accueil de la Presse étrangère – CAPE- Maison de Radio France, 116 avenue du président Kennedy 75116 Paris)**

## Contacts

---

**Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest :** Léonidas Hitimana ☎ +33 1 45 24 17 98  
✉ [leonidas.hitimana@oecd.org](mailto:leonidas.hitimana@oecd.org)

**CILSS :** Amadou Konaté ☎ +226 50 37 41 25/33  
✉ [amadou.konate@cilss.bf](mailto:amadou.konate@cilss.bf) (poste 411)

**Presse - Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest :** Franck Igué ☎ +33 1 45 24 84 85  
✉ [franck.igue@oecd.org](mailto:franck.igue@oecd.org)

**Presse - CILSS:** Harouna Kindo ☎ +226 50 37 41 25/33  
✉ [harouna.kindo@cilss.bf](mailto:harouna.kindo@cilss.bf)

## **ANNEXE 2 : DISCOURS D'OUVERTURE DE LA RÉUNION, PAR NORMAND LAUZON, DIRECTEUR DU CSAO**

---

*Excellence Messieurs les Ambassadeurs,  
Monsieur le Secrétaire Exécutif du CILSS,  
Mesdames, Messieurs les membres du RPCA,  
Chers collègues,*

Je voudrais tout d'abord vous exprimer mes sincères vœux pour l'année 2007 et vous souhaiter, au nom de mes collègues de l'OCDE, la bienvenue à Paris au siège de l'OCDE pour cette importante rencontre du Réseau de Prévention des Crises Alimentaires. Cette participation massive, en dépit du calendrier suffisamment chargé en cette période de l'année, traduit tout l'intérêt que chacun de vous porte aux activités de notre réseau.

Et je voudrais tout particulièrement saluer la participation remarquable de nos ambassadeurs ouest africains, signe de leur engagement et de leur intérêt pour les questions de sécurité alimentaire dans la région.

*Mesdames, Messieurs,  
Chers participants,*

Nous nous retrouvons comme cela a été proposé en décembre dernier lors de la 22<sup>ème</sup> réunion annuelle tenue en décembre 2006 au siège de la FAO à Rome.

Certains d'entre vous vous se souviennent que lors de la réunion du Réseau de prévention des crises alimentaire (RPCA) qui s'est tenue à Paris en décembre 2005, il avait été proposé que le Club se réinvestisse davantage aux côtés du CILSS dans la co-animation du Réseau de prévention des crises alimentaires en Afrique de l'Ouest. Cette proposition fait partie d'une série de recommandations visant notamment la dynamisation de notre réseau et cela constitue un tournant décisif de l'engagement du CSAO au sein du RPCA mais plus généralement sur les questions relatives à la sécurité alimentaire au Sahel et en Afrique de l'Ouest.

Ainsi, en plus de l'engagement dans la co-animation du réseau avec le CILSS, le CSAO en collaboration avec les acteurs régionaux s'investit dans la mise en œuvre de chantiers communs couvrant un large éventail d'activités relatives à la sécurité alimentaire durable dans la région. Ces activités sont réalisées en étroite collaboration avec les acteurs clés de la sécurité alimentaire, membres du RPCA que sont le FEWS NET, la FAO, le PAM, le CILSS, la CEDEAO, les organisations de la société civile comme le ROPPA., ainsi que les agences de coopération et les autres acteurs de terrain.

Permettez-moi de donner ici quelques exemples qui témoignent de l'engagement et d'une bonne synergie entre le CSAO et les membres du Réseau :

- Depuis l'année dernière (2006), le CSAO produit conjointement avec le CILSS, la FAO, FEWS NET et le PAM une Note mensuelle d'information sur la Sécurité alimentaire au Sahel et en Afrique de l'Ouest appelée NISA. Cette note à la fois synthétique et analytique s'adresse aux décideurs, aux médias et aux acteurs de terrain qui souhaitent avoir une information objective sur la situation alimentaire au Sahel et en Afrique de l'Ouest. Le fait qu'elle utilise les informations issues

des experts de la sécurité alimentaire est une garantie de qualité et de fiabilité de l'information fournie. La NISA constitue donc un outil destiné à provoquer l'action et traduit ainsi l'essence et l'utilité de notre réseau en matière de prévention des crises alimentaires dans la région.

- En mai 2006, le CILSS, le CSAO, FEWS Net, OCHA, le PAM, le RESIMAO et l'UNICEF ont mené une mission conjointe dans la zone de Kano – Katsina – Maradi pour évaluer avec les acteurs locaux les dimensions transfrontalières des enjeux de la sécurité alimentaire. Cette mission réalisée par 7 institutions membres du RPCA est la traduction concrète et opérationnelle d'une démarche commune. Avec l'appui du PNUD et de la Commission européenne, ce travail se poursuivra à travers la mise en place d'une expérience pilote sur la coopération transfrontalière et la sécurité alimentaire dans la zone Kano – Katsina - Maradi. Cela constitue à tout égard une contribution du réseau en matière de prise en compte de la dimension marché dans les stratégies de prévention des crises alimentaires.
- Depuis le dernier trimestre de 2006 jusqu'à maintenant, plusieurs membres du RPCA se sont engagés et ont contribué à la mise en place du site web du RPCA, qui je l'espère, sera une source d'information de référence sur les questions relatives à la sécurité alimentaire au Sahel et en Afrique de l'Ouest.
- Très prochainement, nous allons engager les travaux relatifs à l'évaluation et à la revue de la charte de l'aide alimentaire qui bénéficieront de l'appui technique de plusieurs membres du RPCA dont la FAO, FEWS NET, PAM, CILSS et CSAO.

Je voudrais également vous informer que le CILSS et le CSAO ont adressé une lettre à son excellence Monsieur Kofi Annan, ancien Secrétaire Général des Nations Unies, lui proposant d'accepter d'être l'Ambassadeur Honorifique du RPCA.

Ces quelques exemples montrent la volonté et l'efficacité du travail en réseau et je profite de cette occasion pour adresser mes sincères remerciements à vous tous les membres du Réseau pour votre dynamisme et votre engagement pour apporter des réponses aux questions de sécurité alimentaire dans la région.

L'ambition du CSAO est de contribuer à ce que le réseau fonctionne toute l'année ; à ce que le Réseau soit crédible et écouté ; à ce que les membres du réseau soit davantage engagé techniquement et financièrement afin d'assurer une sécurité alimentaire durable pour tous les sahéliens et les ouest africains. Et pour ce faire, les recommandations et propositions issues de nos différentes rencontres ne doivent pas rester lettre morte. C'est pour cela que le suivi de leur mise en œuvre constitue un aspect essentiel, gage de succès de notre ambition. Le Réseau s'est déjà ainsi doté d'un outil de suivi de la mise en œuvre des recommandations.

L'ambition du CSAO est également de porter le débat sur les questions relatives à la sécurité alimentaire en mettant l'accent sur les causes profondes de l'insécurité alimentaire dans la région. C'est dans cet esprit que le CSAO a activement contribué au Forum sur la souveraineté alimentaire organisé par le Réseau des Organisations professionnelles et des producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA) sous l'égide du président de la République du Niger, SEM Amadou Tandja. Cette rencontre s'est tenue à Niamey du 07 au 10 novembre 2006. Cette rencontre a été l'occasion de préciser que la souveraineté alimentaire ne doit pas être perçue au niveau national uniquement mais qu'elle doit également se fonder sur les complémentarités entre les pays de la région en valorisant au mieux le potentiel régional et facilitant les échanges

et l'intégration régionale. A ce titre, il est plus que jamais nécessaire d'accélérer la mise en œuvre du protocole d'accord CILSS-CEDEAO de manière à faire bénéficier à l'ensemble de la région ouest africaine, l'expertise du Sahel en matière de dispositif de suivi, de prévention et de gestion des crises alimentaires.

L'année 2007 sera marquée par un effort soutenu de travail conjoint entre les membres du Réseau car, même si beaucoup d'initiatives ont été mises en place, le chemin à parcourir reste long et nécessite la poursuite des échanges mutuels entre les membres du réseau afin d'assurer la sécurité alimentaire pour tous.

La présente réunion vise les objectifs suivants :

- **Faire le bilan définitif de la campagne agricole 2006/2007 et la de situation alimentaire et nutritionnelle** dans le Sahel et en Afrique de l'Ouest ;
- **Identifier et prendre des décisions en terme d'actions à mettre à conduire en matière de prévention et de gestion des crises éventuelles alimentaires et nutritionnelles dans la région**, notamment au regard des zones à risques et des populations les plus vulnérables ;
- **Mener des réflexions approfondies sur des sujets d'intérêt au regard des questions alimentaires et nutritionnelles de la région ;**

Les récentes informations contradictoires sur la situation alimentaire au Niger, montrent une fois de plus que notre Réseau fait face à de nombreux défis, notamment en ce qui concerne les outils méthodologiques mais aussi la façon de communiquer. Cela constitue une forte interpellation et le Réseau devrait s'investir davantage pour arriver à un consensus sur ces différents points, comme cela l'a été pour la Charte de l'aide alimentaire dans les années 90.

A ce sujet, et en plus des recommandations que nous formulerons au regard du bilan de la situation alimentaire et nutritionnelle, nous devrions saisir l'occasion d'échanger sur ces points et de faire des suggestions appropriées. Dans cet même ordre d'idée, il est également prévu une conférence de presse pour le lancement officiel du site web du RPCA qui aura lieu le vendredi dans l'après midi à la maison de la radio.

*Mesdames, Messieurs,*

*Chers participants,*

Je suis persuadé que nos travaux nous permettront d'avancer car n'oublions pas que la population augmentera de plus de 100 millions d'ici 2025 et les moins de 25 ans représenteront plus de 65%. Cette croissance de la population s'ajoute aux autres défis visant la sécurité alimentaire pour tous.

Il est plus que jamais nécessaire pour notre Réseau de montrer son utilité et sa contribution.

Pour finir, je voudrais vous adresser les salutations et les remerciements de notre collègue Carol Voyer, qui pour des raisons de calendrier ne pourra pas être présent à cette rencontre. M. Voyer, membre actif du Réseau depuis sa création, nous quitte pour une retraite bien méritée.

Je voudrais, à votre nom à tous, lui présenter la sincère reconnaissance du Réseau et lui souhaiter une bonne continuation dans ses nouveaux défis.

Par ailleurs, la CEDEAO nous a demandé de l'excuser car elle ne pourra, en raison de conflit de calendrier, participer à cette rencontre. Elle nous a demandé de la représenter et de lui faire part des résultats.

Plein succès à nos travaux.

Je vous remercie



**ANNEXE 3 : MOT DE BIENVENU PRONONCÉ PAR MONSIEUR DRAMANE COULIBALY, COORDONNATEUR DU PRA/SA/LCD/POP-DEV, REPRÉSENTANT LE SECRÉTAIRE EXÉCUTIF DU CILSS**

---

*Monsieur Le Directeur du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest ;  
Mesdames et Messieurs, Chers amis ;*

Après la 22<sup>ème</sup> réunion du Réseau de prévention des crises alimentaires à Rome en décembre 2006, la rencontre restreinte que nous tenons à partir de ce matin va nous permettre d'évaluer la situation alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest et de préconiser les mesures de riposte à une éventuelle crise.

*Mesdames, Messieurs,*

Il y a quelques jours, le CILSS a organisé à Mbodiène au Sénégal, la réunion régionale sur le suivi de la sécurité alimentaire au Sahel et en Afrique de l'Ouest. Au sortir de cette concertation, nous disposons des chiffres complets de la production agricole des pays sahéliens et côtiers en Afrique de l'Ouest.

Nous avons pu également déterminer avec précision les zones à risques et les populations vulnérables qui nécessitent un suivi rapproché. Il nous faut à présent définir ensemble les actions à entreprendre, à l'approche de la période de soudure 2007, pour faire face à la situation qui prévaut dans certains pays et qui appelle une réponse adéquate de la part des Etats, des partenaires et d'institutions comme le CILSS et le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest.

*Mesdames et Messieurs,*

Cette réunion intervient au moment où des informations alarmistes commencent à circuler sur la situation alimentaire et nutritionnelle dans certains pays d'Afrique de l'Ouest. Cela nous rappelle le souvenir de l'année 2005 où le monde entier a été inondé d'images d'enfants du Sahel affamés.

L'opportunité avait été saisie par certaines ONG et officines dites humanitaires qui en avaient fait leur fonds de commerce. Cette année, il nous faut réagir à temps et avec fermeté en donnant l'information juste et adéquate. C'est pourquoi nous sommes convaincus que la création d'un site Web spécifique au réseau va palier cette absence d'informations fiables sur la situation alimentaire en Afrique de l'Ouest. Il nous faut saisir l'opportunité du lancement de ce site demain pour faire passer un message fort aux médias. Dans cette perspective, je préconise la rédaction d'une note spéciale à l'attention des médias, des Etats, des ONG et de nos partenaires.

La communication a toujours été le point faible du réseau. Le défi pour nous actuellement est de gagner la bataille de la communication. C'est à ce prix seulement que notre action depuis plus de 20 ans sera reconnue et valorisée. Mais il faut reconnaître que le battage médiatique qui commence est aussi souvent le fait de certains membres du réseau qui n'hésitent pas à donner des informations souvent sans fondement. Il nous faut veiller à fournir de l'information consensuelle, sur la base de données fiables. Cette cohésion des membres du réseau est indispensable pour sa pérennité et sa crédibilité.

*Mesdames, Messieurs,*

Je voudrais aussi vous rappeler que la Charte de l'aide alimentaire adopté en 1990 fera l'objet d'une relecture. L'avis de consultation a été lancé et les résultats seront présentés à la prochaine réunion du réseau à Bruxelles en novembre 2007.

Je souhaite que nous puissions tous avoir ces éléments à l'esprit durant nos discussions à venir.

Je vous remercie.

## **ANNEXE 4 : LISTE DES PARTICIPANTS**

---

### **France/France**

**M. Philippe CHEDANNE**

Chef Division Dialogue Institutionnel  
Agence Française de Développement (AFD)  
5 rue Roland Barthes  
75012 Paris

Tel: +33 1 53 44 4079  
Fax: +33 1 44 87 38 69  
Email: [chedannep@afd.fr](mailto:chedannep@afd.fr)

**M. Philippe DARDEL**

Chargée de mission Sécurité Alimentaire  
DGCID  
Ministère des Affaires Etrangères  
20, rue monsieur  
Paris Cedex 07

Tel: +33 1 53 69 41 63  
Fax: +33 1 53 69 33 19  
Email: [philippe.dardel@diplomatie.gouv.fr](mailto:philippe.dardel@diplomatie.gouv.fr)

**M. Bernard ESNOUF**

Responsable de la Division Développement  
rural  
Développement rural et Agro-industries  
Agence Française de Développement (AFD)  
5 rue Roland Barthes  
75598 Paris

Tel: +33 1 53 44 30 38  
Fax: +33 1 44 87 38 69  
Email: [esnoub@afd.fr](mailto:esnoub@afd.fr)

**M. Jean-Luc FRANÇOIS**

Adjoint  
Sous-Direction des politiques sectorielle et  
OMD  
Ministère des Affaires Etrangères  
37, quai d'Orsay  
75351 PARIS Cedex 07

Tel: +33 1 53 69 30 58  
Fax: +33 1 53 69 37 17  
Email: [Jean.luc.francois@diplomatie.gouv.fr](mailto:Jean.luc.francois@diplomatie.gouv.fr)

**M. Hervé DELSOL**

Conseiller Technique Sécurité Alimentaire  
Service de Coopération et Action Culturelle  
Ministère de l'Agriculture, Hydraulique et  
Ressources Halieutiques  
BP 510  
Ouagadougou, Burkina Faso

Tel: +226 50 49 99 55  
Email: [h.delsol@laposte.net](mailto:h.delsol@laposte.net)

### **CE/EC**

**M. Stéphane QUINTON**

Chef du Bureau  
Bureau d'appui régional pour l'Afrique de  
l'Ouest  
Division ECHO  
BP 3345  
Dakar, Sénégal

Tel: +221 869 80 00  
Fax: +221 820 93 75  
Email: [stephane.quinton@echoce.org](mailto:stephane.quinton@echoce.org)

**Mme Nadia LAMHANDAZ**

Chargé de programme  
Delegation de la Commission Européenne au  
Burkina Faso  
01 BP 352  
Ouagadougou 01, Burkina Faso

Tel: +226 50 49 29 43  
Fax: +226 50 49 22 99  
Email: [nadia.lamhandaz@ec.europa.eu](mailto:nadia.lamhandaz@ec.europa.eu)

**Bénin/Benin**

**Mme Gisèle MEDEGAN**

Premier conseiller  
Service des Affaires Economiques  
Ambassade du Bénin  
87 Avenue Victor Hugo  
75016 Paris, France

Tel: + 33 1 45 00 98 82

**Mme Rachel SEGLA-ABIASSI**

Attachée Service des Organisations  
Internationales  
Ambassade du Bénin  
87 Avenue Victor Hugo  
75016 Paris  
France

Tel: + 33 1 45 00 98 82

**Burkina Faso/Burkina Faso**

**Mme Bernadette BONKOUNGOU**

Chef du Service Social  
Ambassade du Burkina Faso  
159, Boulevard Haussmann  
75008 Paris, France

Tel: +33 1 43 59 90 63  
Fax: +33 42 56 50 07  
Email: [kandber@yahoo.fr](mailto:kandber@yahoo.fr)

**M. Dramane MILLOHO**

Conseiller Economique  
Economie et Développement  
Ambassade du Burkina  
159 Bd Haussman  
75008 Paris, France

Tel: +33 1 43 59 74 83  
Fax: +33 1 42 56 50 07  
Email: [dmillogo@hotmail.com](mailto:dmillogo@hotmail.com)

**Mauritanie**

**M. Mamadou Samba BA**

Chargé de la Coopération décentralisée  
Ambassade de Mauritanie  
5, rue de Montévidéo  
75016 Paris, France

Tel: +33 1 45 04 88 54

## **Niger/Niger**

### **Mme Aminatou Batouré GAOH**

Conseillère  
Ambassade du Niger  
154, rue de Longchamp  
75116 Paris, France

Tel: +33 1 45 04 80 60  
Fax: +33 1 45047973  
Email: [aminatougaoh@yahoo.fr](mailto:aminatougaoh@yahoo.fr)

## **Togo/Togo**

### **S.E. Tchao SOTOU BERE**

Ambassadeur  
Ambassade du Togo à Paris  
8, rue Alfred Roll  
75017 Paris, France

Tel: +33 1 43 80 12 13  
Fax: +33 1 43 80 06 05

### **M. Lorempo LANDJERGUE**

Ministre conseiller  
Ambassade du Togo à Paris  
8, rue Alfred Roll  
75017 Paris, France

Tel: +33 1 43 80 12 13  
Fax: +33 1 43 80 06 05

## **Nations Unies/United Nations**

### **M. Stéphane JOST**

Agro-économiste  
Division de l'environnement, des changements  
climatiques et de la bioénergie  
Via delle Terme di Caracalla  
00100 Rome, Italie

Tel: +39 06 57 05 62 23  
Fax: +39 06 57 05 44 95  
Email: [Stephane.Jost@fao.org](mailto:Stephane.Jost@fao.org)

### **M. Hervé Ludovic DE LYS**

Directeur régional pour l'Afrique de l'Ouest  
UNOCHA  
BP 45.792 Fann  
Dakar, Sénégal

Tel: +221 867 27 50  
Fax: +221 867 26 18  
Email: [delys1@un.org](mailto:delys1@un.org)

### **M. Marcel MIKALA**

Regional Disaster Management Advisor for  
West Africa  
Regional Office for West Africa  
UNOCHA  
VDN, Sacre Coeur III  
Villa 9364, BP 45.792  
Fann-Dakar, Senegal

Tel: + 221 867 27 50  
Email: [mikala@un.org](mailto:mikala@un.org)

### **M. Mahamadou Alfari MAIGA**

Chargé des Relations Institutionnelles  
WFP/PAM  
27, avenue de l'Opéra  
75002 PARIS  
France

Tel: +33 1 70 38 53 30  
Fax: +33 1 70 38 51 51

## **Organisation Météorologique Mondiale (OMM)**

### **M. Félix HOUNTON**

Administrateur de Programme  
7 bis avenue de la Paix  
1211 Genève, Suisse

Tél : +41 22 730 83 06  
Fax : +41 22 730 80 53  
E-mail : [fhounton@wmo.int](mailto:fhounton@wmo.int)

## **ACDI/CIDA**

### **M. Benoît OUEDRAOGO**

Consultant indépendant  
ACDI - Burkina Faso  
01 BP 865  
Ouagadougou, Burkina Faso

Tel: +226 76 48 46 16  
Email: [benoit\\_ouedraogo@yahoo.fr](mailto:benoit_ouedraogo@yahoo.fr)

## **ROPPA/ROPPA**

### **M. Mamadou CISSOKHO**

Président d'honneur, ASPRODEB  
ROPPA  
8 Bd de l'Est x Rue 2 bis Point E  
BP 249  
Dakar, Senegal

Tel: +221 824 38 51  
Fax: +221 825 56 65  
Email: [mamadou.cissokho@asprodeb.org](mailto:mamadou.cissokho@asprodeb.org)

## **Bureau ISSALA/Bureau ISSALA**

### **M. Roger BLEIN**

Bureau ISSALA  
10, rue du Four du Gué  
95590 PRESLES  
France

Tel: +33 1 34 70 04 57  
Fax: +33 1 34 70 04 57  
Email: [blein@club-internet.fr](mailto:blein@club-internet.fr)

## **SE CILSS/CILSS - SE**

### **M. Dramane COULIBALY**

Coordonnateur régional  
Projet FERAP  
03 BP 7049  
Ouagadougou, Burkina Faso

Tel: +226 50 37 41 31 (poste 408)  
Fax: +226 50 30 71 20  
Email: [Dramane.Coulibaly@cilss.bf](mailto:Dramane.Coulibaly@cilss.bf)

### **M. Matthias LANGE**

Conseiller technique principal  
Secrétariat Exécutif MIFRAC  
01 BP 72  
Ouagadougou, Burkina Faso

Email: [matthias.lange@cilss.bf](mailto:matthias.lange@cilss.bf)

### **M. Amadou Moctar KONATE**

Expert Sécurité alimentaire chargé du volet  
Prévention et Gestion des Crises Alimentaires  
(PREGEC)  
03 BP 7049  
Ouagadougou, Burkina Faso

Tel: +226 50 37 41 25 poste 411  
Fax: +226 50 37 41 32  
Email: [amadou.konate@cilss.bf](mailto:amadou.konate@cilss.bf)

**M. Moussa CISSE**  
Coordonnateur PRA/Accès aux marchés  
B.P. 7049  
Ouagadougou 03, Burkina Faso

Tel: +226 50 37 41 25 poste 404  
Email: [moussa.cisse@cilss.bf](mailto:moussa.cisse@cilss.bf)

**M. Harouna KINDO**  
Chargé de la Communication  
Secrétariat Exécutif  
01 BP 72  
Ouagadougou, Burkina Faso

Tel: +226 50 37 41 25/26  
Fax: +226 50 31 11 42  
Email: [harouna.kindo@cilss.bf](mailto:harouna.kindo@cilss.bf)

### **CILSS - CRA/CILSS - CRA**

**M. Brahim SIDIBE**  
Chef Département Information Recherche  
BP 11011  
Niamey, Niger

Tel: +227 20 31 53 16  
Email: [b.Sidibe@agrhyment.ne](mailto:b.Sidibe@agrhyment.ne)

**M. Philippe MORANT**  
Conseiller Technique  
BP 11011  
Niamey, Niger

Tel: +227 20 31 54 48  
Email: [p.morant@agrhyment.ne](mailto:p.morant@agrhyment.ne)

### **FEWS NET/USAID**

**M. Roy STACY**  
Conseiller Principal  
1133 20th Street, NW  
20036 Washington, United States

Tel: + 1 202 955 33 00  
Email: [rstacy@fews.net](mailto:rstacy@fews.net)

**M. Salif SOW**  
Représentant Régional Afrique de l'Ouest  
Immeuble du CILSS  
B.P. 7049  
Ouagadougou 03, Burkina Faso

Tel: +226 50 37 47 06  
Fax: +226 50 37 47 02  
Email: [ssow@fews.net](mailto:ssow@fews.net)

### **IRD/IRD**

**M. Francis DELPEUCH**  
BP 64501  
34394 Montpellier Cedex 5, France

Tél: +33 4 67 41 61 66  
Email: [delpeuch@mpl.ird.fr](mailto:delpeuch@mpl.ird.fr)

**M. Yves KAMELI**  
BP 64501  
34394 Montpellier Cedex 5, France

Email: [yves.kameli@mpl.ird.fr](mailto:yves.kameli@mpl.ird.fr)

**M. Yves MARTIN-PREVEL**  
IRD  
01 BP 182  
Ouagadougou 01, Burkina Faso

Tel: +226 50 30 67 37  
Fax: +226 50 31 03 85  
Email: [prevel@ird.bf](mailto:prevel@ird.bf)

### **Œuvres Hospitaliers de l'Ordre de Malte**

**M. Yves GISSE**  
Conseiller du Président  
42, rue des Volontaires  
75015 Paris, France

Tel: +33 6 84 11 56 63  
Fax: +331 45 20 48 04  
Email: [ygissecir@aol.com](mailto:ygissecir@aol.com)  
Email : [y.gisse@ordredemaltefrance.org](mailto:y.gisse@ordredemaltefrance.org)

### **OECD/OCDE**

**M. Normand LAUZON**  
Directeur  
Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest  
4 Boulevard des Iles - Bâtiment A  
92130 Issy-Les-Moulineaux

Tel: +33 1 45 24 90 13  
Fax: +33 1 45 24 90 31  
Email: [Normand.LAUZON@oecd.org](mailto:Normand.LAUZON@oecd.org)

**M. Sibiri Jean ZOUNDI**  
Chef de l'Unité Transformation du monde rural  
et Développement durable  
Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest  
4 Boulevard des Iles - Bâtiment A  
92130 Issy-Les-Moulineaux

Tel: +33 1 45 24 19 82  
Fax: +33 1 45 24 90 31  
Email: [SibiriJean.ZOUNDI@oecd.org](mailto:SibiriJean.ZOUNDI@oecd.org)

**M. Leonidas HITIMANA**  
Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest  
4 Boulevard des Iles - Bâtiment A  
92130 Issy-Les-Moulineaux

Tel: +(33-1) 45 24 17 98  
Email: [Leonidas.HITIMANA@oecd.org](mailto:Leonidas.HITIMANA@oecd.org)

**Mme Khadidja SALAH**  
Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest  
4 Boulevard des Iles - Bâtiment A  
92130 Issy-Les-Moulineaux

Tel: +33 1 45 24 76 64  
Email: [Khadidja.SALAH@oecd.org](mailto:Khadidja.SALAH@oecd.org)

**M. Franck IGUE**  
Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest  
4 Boulevard des Iles - Bâtiment A  
92130 Issy-Les-Moulineaux

Tel: +(33-1) 45 24 84 85  
Fax: +33 1 45 24 90 31  
Email: [Franck.IGUE@oecd.org](mailto:Franck.IGUE@oecd.org)

**Mme. Soura DIOP**  
Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest  
4 Boulevard des Iles - Bâtiment A  
92130 Issy-Les-Moulineaux

Tel: +(33-1) 45 24 90 47  
Email: [Soura.DIOP@oecd.org](mailto:Soura.DIOP@oecd.org)

**Mlle. Marguerite CULOT**  
ENV/SD / OECD  
Annexe Maillot 2065  
2 rue André-Pascal  
75016 Paris, France

Tel: +(33-1) 45 24 76 63  
Email: [Marguerite.CULOT@oecd.org](mailto:Marguerite.CULOT@oecd.org)



**M. Wayne JONES**

Head, Non Member Economies Division, AGR  
TAD/AD  
Annexe Mangin 954  
2 rue André-Pascal  
75016 Paris, France

Tel: +331 45 24 78 74

Fax: + 33 1 45 24 78 34

Email: [Wayne.JONES@oecd.org](mailto:Wayne.JONES@oecd.org)

**M. Jean-Paul PRADERE**

TAD/AD  
Annexe Mangin 938  
2 rue André-Pascal  
75016 Paris, France

Tel: +33 1 45 24 18 64

Email: [Jean-Paul.PRADERE@oecd.org](mailto:Jean-Paul.PRADERE@oecd.org)